



## Conseil économique et social

Distr. générale  
7 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Soixantième session

14-24 mars 2016

#### Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session

#### extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par Center Women and Modern World, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

### **Renforcer les droits des femmes et leur offrir davantage de perspectives en vue d'un développement durable en Azerbaïdjan**

En matière de politique étrangère, l'Azerbaïdjan a fait de son intégration à la communauté mondiale une priorité. Les changements géopolitiques survenus à la fin du XX<sup>e</sup> siècle suite à la dissolution de l'une des superpuissances mondiales ont entraîné un grand nombre de guerres et de conflits ethniques. Énormément de personnes y ont perdu la vie et encore davantage sont devenues des réfugiés ou ont été déplacées à l'intérieur du pays. Le Caucase du Sud est une région instable qui a connu de nombreux conflits ethniques. Citons par exemple les conflits qui ont opposé l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Abkhazie ou la Géorgie et l'Ossétie du Sud suite auxquels la paix et la sécurité qui autrefois régnaient entre des peuples qui vivaient en bon voisinage ont notamment cédé la place à l'hostilité et à la méfiance.

D'après les statistiques émanant du Comité d'État d'Azerbaïdjan, la population du pays s'élevait en mars 2014 à 9 636 000 habitants, dont 4 424 000 femmes, soit 50,6 % de la population totale. Ces dernières représentent 49,5 % de la population active. Le passage du pays à un nouveau modèle de développement économique et les avancées réalisées dans de nombreux domaines de la vie sociale ont permis aux femmes de jouer un rôle plus actif dans le monde professionnel. En règle générale, elles travaillent dans le domaine des services, soit dans le secteur médical, soit dans le secteur éducatif. Seules 2,8 % des femmes occupent des fonctions de direction en Azerbaïdjan. Près de 53,2 % de la population vit en ville, contre 46,8 % dans des zones isolées.

Les femmes portent la lourde responsabilité du sort de leur famille. En effet, la guerre a privé de nombreux foyers de leur soutien de famille; les maris de nombreuses femmes ont émigré vers des pays voisins ou lointains pour y trouver du travail et bien des familles se retrouvent désunies pour des raisons purement économiques. Faute d'informations suffisantes ou de formations appropriées, bon nombre de femmes ne sont pas en mesure de mettre à profit leurs compétences et de trouver un emploi.

Ce contexte a rendu impérative, au cours de la dernière décennie, la réalisation de l'égalité des sexes.

Le développement économique et social s'articule essentiellement autour de l'emploi, des petites entreprises et de l'agriculture, lesquels doivent être accessibles à tous. Cependant, dans les zones rurales, la possibilité offerte aux femmes de prendre part aux activités économiques et leur accès aux ressources sont toujours considérablement limités.

La condition de la femme se reflète au travers de la répartition traditionnelle des responsabilités familiales. Chacun sait qu'en Azerbaïdjan, la femme se réalise avant tout par le mariage et la maternité. Selon une étude de la Société financière internationale, seules 12 % des femmes diplômées d'établissements d'enseignement supérieur ont suivi des études de commerce, contre 33 % pour leurs homologues masculins.

Il y a par ailleurs un manque d'instruction générale des femmes dans le pays. D'après un spécialiste de la problématique hommes-femmes, le manque d'éducation des jeunes femmes est la cause principale des inégalités. Une fois adultes, elles se heurtent à ces inégalités sur leur lieu de travail, mais aussi dans la société dans son ensemble. La plupart des postes qui impliquent des prises de décisions ne leur seront pas accessibles en raison de leur faible niveau d'éducation. En outre, les femmes ne participent généralement pas aux prises de décisions à certains niveaux et dans certains domaines, ce qui représente un obstacle majeur sur la voie du développement durable. Il apparaît donc que les femmes rencontrent d'innombrables difficultés en matière d'accès aux ressources naturelles.

Il s'agit notamment de :

- L'accès insuffisant des femmes à l'éducation et à la formation;
- Leur participation limitée en matière de planification et de prise de décisions;
- Leurs droits limités en matière de propriété et d'exploitation foncière;
- L'absence de données sexospécifiques et d'analyses des incidences pour les hommes et les femmes, lesquelles sont nécessaires à la mise en œuvre de stratégies consacrées à l'égalité des sexes;
- L'absence, de manière générale, d'activités de sensibilisation à la problématique hommes-femmes.

Le cœur du problème réside dans les mœurs patriarcales répandues dans le monde entier selon lesquelles le processus de prise de décisions stratégiques est l'apanage des hommes.

Néanmoins, en dépit des statistiques, la condition des femmes entrepreneurs d'Azerbaïdjan est bien inférieure à celles de leurs homologues dans le reste du monde. En Azerbaïdjan, les femmes ont difficilement accès aux ressources financières, aux systèmes de relations professionnelles et aux marchés, et ce, aussi bien lors de la création de l'entreprise qu'au cours de son développement.

À l'heure actuelle, la communauté internationale dans son ensemble doit faire face à la question de la réduction de la pauvreté.

Comme la plupart des pays du monde, l'Azerbaïdjan accorde la plus grande priorité à la résolution de ce problème, mais, en raison du « cloisonnement des mentalités » en matière de choix de spécialité et de placement, les femmes conservent un statut et des salaires inférieurs à ceux des hommes. La persistance des stéréotypes freine également le développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes puisque, sur les 69 % de femmes travaillant dans une entreprise privée, seules 3 % en sont les propriétaires, ce qui est essentiellement imputable :

- À l'absence de capital de départ;
- Aux difficultés d'accès aux microcrédits et aux macrocrédits;
- Au manque d'informations et de qualifications.

Par ailleurs, les femmes entrepreneurs sont toujours perçues comme atypiques. Les femmes pauvres qui vivent dans les zones rurales rencontrent souvent des difficultés au niveau familial et personnel. La plupart des femmes considérées

comme vulnérables et dont les revenus ne suffisent pas à échapper à la pauvreté sont sans emploi.

Les foyers dirigés par une femme représentent les groupes les plus pauvres de la population. Les femmes qui ne travaillent pas, mais qui ont des enfants, ne sont pas en mesure de parer au déficit du budget familial.

D'un côté, le Code du travail protège le droit des mères, notamment en prévoyant un congé de maternité et en garantissant la flexibilité des horaires afin de leur permettre de s'occuper de leurs enfants et de les nourrir, mais de l'autre, il impose aux employeurs des charges supplémentaires lorsque ces derniers recrutent des femmes. Le soi-disant soutien législatif aux femmes conforte en fait le modèle patriarcal de la société azerbaïdjanaise.

Comme chacun sait, le secteur pétrolier et gazier génère 48,7 % du PIB de l'Azerbaïdjan (2011). Cependant, les femmes ne représentent que 10 % des salariés de ce secteur.

Les femmes entrepreneurs doivent surmonter davantage d'obstacles.

En dépit des plans du gouvernement et des initiatives des organisations internationales, seules 17 % des femmes travaillent pour leur propre compte. Ce faible taux s'explique par :

- Un accès limité à l'information dans les régions reculées du pays en raison de l'usage peu répandu de l'Internet;
- Un manque de programmes éducatifs et de formations destinés aux femmes qui souhaitent créer leur propre entreprise;
- Des taux d'intérêt élevés liés à l'obtention du financement initial nécessaire à la création d'entreprise.

En ce qui concerne les femmes, la pauvreté dépasse largement la question du faible niveau de rémunération ou de l'absence de revenus. Elle suppose aussi l'absence de surveillance et de contrôle des revenus, même au sein de la famille. Elle implique également des occasions manquées, compte tenu du pouvoir et du droit de vote limités des femmes. Il en résulte par ailleurs que ces dernières sont très désavantagées puisque personne ne compte sur une quelconque participation de leur part à la vie économique. On n'accorde en effet que peu d'importance à leur travail et on estime qu'elles assurent des services qui ne sont pas du tout jugés nécessaires; pire encore, elles sont sous-représentées aux niveaux de décision. Dans certaines zones rurales, les difficultés économiques, sociales et infrastructurelles – auxquelles s'ajoutent les pratiques discriminatoires – expliquent pourquoi les indicateurs économiques traditionnels sont particulièrement peu élevés. Les femmes manquent de connaissances juridiques et d'expérience dans le domaine des droits économiques. Ce problème n'est que très rarement évoqué dans les zones isolées.

Dans de nombreuses communautés, les femmes constituent la main-d'œuvre principale. Elles sont le soutien de famille et jouent par conséquent un rôle essentiel pour subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels des leurs, ainsi qu'au regard de la croissance des revenus et du développement du secteur informel dans son ensemble, mais aussi de la protection de l'environnement. En effet, c'est aux femmes qu'il incombe de préserver l'environnement et de veiller à la distribution judicieuse et durable des ressources au sein des foyers et des communautés.

Le taux de chômage réel en Azerbaïdjan se situe aux alentours de 12 %. Selon nos sources, le pays compte plus d'un demi-million de personnes sans emploi. La moitié d'entre elles sont des réfugiées.

Tous les autres membres des familles contractent des crédits bancaires à fort taux d'intérêt.

L'Azerbaïdjan s'emploie actuellement à assouplir la législation fiscale afin de favoriser la création de petites et moyennes entreprises et d'attirer les investissements en faveur de l'économie nationale, ce qui entraîne la création de nouveaux emplois. Il convient également de permettre concrètement aux organisations non gouvernementales de travailler avec les organismes publics qui le souhaitent.

C'est le niveau d'instruction d'aujourd'hui qui stimulera l'économie de demain.

Comme chacun sait, des guerres injustes se déroulent actuellement dans le monde.

Le plus souvent, ce sont les femmes et les enfants qui sont victimes de ces conflits et qui en meurent. C'est précisément le problème avec lequel nous sommes aux prises. Le conflit du Haut-Karabakh compte parmi ceux les plus difficiles à régler de ces dix dernières années. Il a éclaté en 1988, suite à une première manifestation. Étant déjà préparée à la guerre et bénéficiant d'un large soutien extérieur, l'Arménie a ainsi pu s'emparer progressivement de 20 % du territoire azerbaïdjanais. Comme cela a été maintes fois le cas au cours de l'histoire, cette guerre a brisé le destin de millions de personnes, mis à mal les économies des deux pays et rendu impossible toute coopération. Il ne fait aucun doute que les parties belligérantes ont été financées par les grandes puissances mondiales. Pour ces dernières, il s'agit simplement de « faire des affaires ».

Il nous semble que les politiques des grandes puissances mondiales ne doivent plus servir à financer la guerre. Ces fonds pourraient servir à assurer un avenir meilleur aux peuples du monde. De nos jours, de nombreuses filles ne sont pas scolarisées. Elles risquent de devenir les chômeuses de demain. Le développement économique repose sur le niveau d'éducation.

Voici le message que nous adressons au monde : il faut garantir à toutes les filles et les femmes la possibilité de recevoir une éducation de façon à les intégrer à la société. C'est ainsi qu'elles deviendront des citoyennes à part entière et qu'elles acquerront leur indépendance.